Le Burundi, en crise depuis un an, s'enfonce dans la violence

@rib News, 25/04/2016 â€“ Source AFP Le Burundi est confrontÃ© Ã une recrudescence des violences, avec l'assassinat lundi encore d'un gÃ©nÃ©ral en plein Bujumbura, un an aprÃ¨s l'annonce de la candidature du prÃ©sident Pierre Nkurunziza Ã un troisiÃ¨me mandat qui a plongÃ© son pays dans une trÃ¨s grave crise politique. Devant la multiplication des meurtres et des cas de tortures, la procureure de la Cour pÃ©nale internationale (CPI), Fatou Bensouda, a annoncÃ© lundi l'ouverture d'un examen prÃ©liminaire, Ã©tape prÃ©alable Ã une enquÃªte sur les violences commises au Burundi depuis avri 2015. Celles-ci ont fait plus de 500 morts, sans compter de nombreux disparus arrÃªtÃ©s par les forces de sÃ©curitÃ© et dont les proches sont depuis sans nouvelles.

C'est dans ce contexte particuliÃ¨rement sombre que la mÃ©diation emmenÃ©e par l'ancien prÃ©sident tanzanien Benjamin Mkapa a indiquÃ© vouloir relancer dÃ©but mai un dialogue de paix actuellement au point mort. Bujumbura s'est de nouveau rÃ©veillÃ©e lundi au son d'une attaque Ã la grenade et au lance-roquette: cette fois-ci, c'est un gÃ©nÃ©ral tutsi, Athanase Kararuza, conseiller du 1er vice-prÃ©sident burundais en matiÃ¨re de sÃ©curitÃ©, qui a Ã©tÃ© tuÃ©. Dimanche, u colonel de la police, tutsi Ã©galement, Ã©tait griÃ¨vement blessÃ© dans une attaque similaire tandis que le ministre burundais en charge des Droits de l'homme Martin Nivyabandi et son Ã©pouse rÃ©chappaient par miracle d'une attaque Ã la grenade Ã la sortie de la messe. Ces attentats, qui ont Ã©galement visÃ© depuis un an des personnalitÃ©s politiques, des leaders de l'opposition ou des figures de la sociÃ©tÃ© civile, ne sont jamais revendiquÃ©s, les deux camps s'en rejetant systÃ©matiquement la responsabilitÃ©. Sont-ils le fait d'un des mouvements rebelles embryonnaires qui a vu le jour aprÃ¨s une tentative de coup d'Etat manquÃ©e en mai 2015 contre le prÃ©sident Nkurunziza? Sont-ils ourdis par un noyau de hauts responsables, les durs du rÃ©gime qui ont pris l'ascendant au sein du pouvoir depuis le dÃ©part en exil de nombreuses personnalitÃ©s modÃ©rÃ©es? - 'Diviser l'armÃ©e' - Quelles qu'en soient leurs auteurs, ces attaquent constituent autant de coups de boutoir contre l'Accord de paix d'Arusha, qui a mis fin Ã la guerre civile de 1993 Ã 2006 (300.000 morts) entre plusieurs rÃ©bellions hutu d'un cÃ´tÃ© et l'armÃ©e majoritairement tutsi de l'autre. C'est la constitution issue de cet accord crucial qui structure depuis 10 ans la vie politique burundaise, l'organisation de ses forces de sÃ©curitÃ© et plus largement, vise Ã abolir les sources de tension entre la majoritÃ© hutu (85% de la population) et les Tutsi (14%) pour Ã©viter que le pays ne renoue avec les massacres interethniques qui jalonnent son histoire. Selon des sources concordantes, la crise actuelle divise profondÃ©ment la police et l'armÃ©e et menace la cohÃ©sion en leur sein. "Ceux qui ont tuÃ© mon collÃ¨gue le gÃ©nÃ©ral Kararuza et (perpÃ©trÃ©) d'autres attaques similaires sont dans la logique de diviser l'armÃ©e et la police", a dÃ©noncÃ© lundi dans un tweet Willy Nyamitwe, le responsable de la communication prÃ©sidentielle. MalgrÃ© ses efforts, souvent en ordre dispersÃ©, la communautÃ© internationale n'est pas parvenue pour le moment Ã dÃ©bloquer la crise. Au dÃ©but de l'annÃ©e, le prÃ©sident Nkurunziza a rÃ©ussi Ã Ã©viter le dÃ©ploiement d'un d'interposition de l'Union africaine dans son pays, un temps sÃ©rieusement envisagÃ© par l'organisation continentale. De mÃªme, les principaux bailleurs de fonds bilatÃ©raux ainsi que l'Union europÃ©enne ont suspendu leur aide directe au Burundi, dont le budget est fortement dÃ©pendant de ces aides. La situation Ã©conomique s'est clairement dÃ©gradÃ©e: le Burundi est dÃ©sormais le pays le plus pauvre du monde selon le FMI avec un PIB de 315,2 dollars par habitant. Mais le gouvernement fait le dos rond, rognant sur son budget, dans un pays oÃ¹ une large partie de la population, rurale, a dÃ©montrÃ© par le passÃ© sa capacitÃ© de rÃ©silience. Reste Ã savoir si la menace d'une enquÃªte par la CPI saura faire flÃ©chir les extrÃ©mistes des deux camps. D'ici lÃ , du 2 au 6 mai, le mÃ©diateur tanzanien aura tentÃ© de relancer un dialogue entre le pouvoir et son opposition en exil. La crise a contraint plus de 270.000 Burundais Ã fuir, y compris de nombreux hommes politiques, journalistes et activistes de la sociÃ©tÃ© civile. Jusqu'Ã prÃ©sent, le gouvernement burundais a refusÃ© de s'asseoir avec son opposition en exil, de discuter du 3e mandat ou d'aller nÃ©gocier dans la "ville-symbole" d'Arusha. REPERES Le Burundi est plongÃ© depuis un an dans une grave crise Ã©maillÃ©e de violences, nÃ©e de la volontÃ© du prÃ©sident Pierre Nkurunziza de se maintenir au pouvoir pour un 3e mandat, qu'il a obtenu en juillet dernier. Ce mandat est jugÃ© par les contestataires contraire Ã la Constitution et Ã l'accord d'Arusha ayant permis de mettre fin Ã la guerre civile (1993-2006). Les violences ont fait plus de 500 morts et plus de 270.000 rÃ©fugiÃ©s depuis le dÃ©but de la crise (sources onusiennes). - DÃ‰BUT DES MANIFESTATIONS - - 26 avr 2015: Des milliers de manifestants se rÃ©unissent, bravant l'interdiction du gouvernement, au lendemain de la dÃ©signation de M. Nkurunziza par son parti, le CNDD-FDD, comme candidat Ã la prÃ©sidentielle, donnant le coup d'envoi de six semaines de manifestations, quasi-quotidiennes Ã Bujumbura et sÃ©vÃ¨rement rÃ©primÃ©es. - TENTATIVE DE PUTSCH AVORTÃ‰E - - 13 mai: L'ancien ch du service de renseignements et ex-chef d'Ã©tat-major de l'armÃ©e, le gÃ©nÃ©ral Godefroid Niyombare, annonce la destitution de M. Nkurunziza, en dÃ©placement en Tanzanie. Le 15 mai, la tentative de putsch Ã©choue, certains des meneurs se rendent, d'autres fuient. Pierre Nkurunziza, de retour Ã Bujumbura, Ã©tablit un lien entre les putschistes et les "soulÃ¨vements en cours". Le 18 mai, il limoge son ministre de la DÃ©fense, jugÃ© trop conciliant avec les manifestants, et celui des Relations extÃ©rieures. - DÃ‰FECTIONS EN SERIE - - 28 juinÂ : Le prÃ©sident de l'AssemblÃ©e nationale sortan Pie Ntavyohanyuma, 2e personnage de l'Ã‰tat, annonce sa dÃ©fection depuis Bruxelles. Son dÃ©part s'ajoute Ã la longue liste d'opposants, journalistes, membres de la sociÃ©tÃ© civile mais aussi cadres frondeurs du CNDD-FDD qui ont choisi l'exil. - RÃ‰Ã‰LECTION DE NKURUNZIZA - - 21 juil: Pierre Nkurunziza est rÃ©Ã©lu sans surprise, Ã l'issue d'un scrutin boycottÃ© par l'opposition. - ATTAQUES CIBLÃ‰ES - - 2 aoÃ»t: Le gÃ©nÃ©ral Adolphe Nshimirimana, homme fort de l'appareil sÃ©curitaire, est tuÃ© Ã Bujumbura. Le journaliste et correspondant de l'AFP et de Radio France Internationale (RFI), Esdras Ndikumana, est arrÃªtÃ© par des membres du Service national de renseignement et rouÃ© de coups. Le 3 aoÃ»t, le militant des droits de l'Homme Pierre-Claver Mbonimpa est blessÃ© par balle dans une tentative d'assassinat. Et le 15 aoÃ»t, un ex-chef d'Ã©tat-major, le colonel Jean Bikomagu, figure du camp tutsi pendant la guerre civile, est assassinÃ© par des inconnus. Le 11 dÃ©cembre, au moins 87 personnes sont tuÃ©es dans des attaques coordonnÃ©es de trois camps militaires, selon l'armÃ©e. Des habitants de Bujumbura dÃ©crivent des exÃ©cutions sommaires par la police et des Ã©lÃ©ments de l'armÃ©e en reprÃ©sailles. - MISES EN GARDE CONTRE DES RISQUES DE "GENOCIDE" - - 17 dÃ©c

Le spectre du gÃ©nocide et de la guerre civile plane sur le Burundi, estiment sÃ©parÃ©ment l'Union africaine (UA) et l'ONU. Le lendemain, l'ancien prÃ©sident Pierre Buyoya met en garde contre "un risque de gÃ©nocide" et dÃ©nonce la volontÃ© des dirigeants actuels d'ethniciser la crise. - UNE POLICE DE L'ONU - - 2 avr 2016: Le Conseil de sÃ©curitÃ© adopte une rÃ©solution qui confie au secrÃ©taire gÃ©nÃ©ral de l'ONU Ban Ki-moon le soin de dresser une liste des options envisageables pour une prÃ©sence policiÃ¨re onusienne, en collaboration avec le gouvernement burundais et l'UA. A la mi-avril, Ban Ki-moon propose trois options d'envoi d'une force de police, allant de 3.000 officiers Ã quelques dizaines d'agents. Fin janvier, l'UA avait renoncÃ© Ã envoyer dans l'immÃ©diat une force de maintien de la paix, face Ã la rÃ©ticence de plusieurs chefs d'Etat africains et Ã l'opposition de Bujumbura. - 18 avr: Au moins 345 cas de torture et mauvais traitements ont Ã©tÃ© enregistrÃ©s cette annÃ©e par l'ONU, qui dÃ©plore le recours "gÃ©nÃ©ralisÃ©" Ã ces pratiques par le de sÃ©curitÃ© gouvernementales agissant en "totale impunitÃ©". - JUSTICE INTERNATIONALE - - 25 avr 2016 : Evoquant des meurtres, emprisonnements, actes de torture et viols, la procureure de la Cour pÃ©nale internationale Fatou Bensouda annonce l'ouverture d'un examen prÃ©liminaire, Ã©tape prÃ©alable Ã l'ouverture d'une Ã©ventuelle enquÃªte, sur l violences commises au Burundi.